

Palmarès des lycées : un outil mal exploité

L'économiste Eric Charbonnier explique comment l'évaluation des établissements secondaires, qui met en avant les inégalités de la société, devrait davantage servir à les atténuer.

Par **VÉRONIQUE SOULÉ**

Le ministère de l'Éducation nationale publie aujourd'hui les « indicateurs » de résultats des 4403 lycées de France, généraux comme professionnels, c'est-à-dire leur taux de réussite au bac, mais aussi leur capacité à faire progresser leurs élèves, quel que soit leur niveau au départ. Avec l'angoisse qui monte au sein des familles pour trouver le « bon » établissement menant au bac, ces classements sont de plus en plus attendus et souvent regardés à la loupe. Comme chaque année, à côté des résultats 2013, on trouvera des indicateurs sur la proportion des élèves entrés en seconde et accédant au bac, signe que le lycée ne se débarrasse pas de ses mauvais éléments, et la « valeur ajoutée », c'est-à-dire le surcroît de résultats obtenus par rapport à ceux attendus en tenant compte du niveau des élèves, de leur milieu... Eric Charbonnier, économiste expert éducation à l'Organisation de

coopération et de développement économiques (OCDE), analyse pour *Libération* l'intérêt de ces indicateurs.

Qu'apporte, selon vous, cette publication ?

Toute forme d'évaluation est une bonne chose. Pourquoi ne pas mesurer les performances des lycées ? Le problème est que la France manque de culture d'évaluation des établissements. Du coup, ce classement est surtout un palmarès mettant en avant les inégalités de la société française. Sans surprise, il montre de grands écarts en fonction des régions et entre établissements, les plus favorisés se retrouvant en tête si l'on regarde leurs taux de réussite au bac. Or, il faudrait essayer de voir ce qui fonctionne ou pas dans les lycées. Et se demander ce que l'on va faire dans ceux qui sont mal évalués. Va-t-on repérer les pratiques pédagogiques qui marchent ? Un tel palmarès est important pour le lycée lui-même. Mais si l'on n'utilise pas ces résultats pour améliorer le système, voire pour réformer, l'intérêt s'arrête là.

La valeur ajoutée des lycées, c'est-à-dire leur capacité à faire progresser leurs élèves, n'est-elle pas le plus intéressant ?

C'est une bonne chose de montrer que l'on peut réussir dans certains lycées défavorisés, un signal encourageant de les mettre en avant. Mais il faudrait aller plus loin, étudier pourquoi ils produisent une telle valeur ajoutée. Les équipes pédagogiques tournent-elles moins qu'ailleurs ? Les chefs d'établissement sont-ils plus dynamiques ? Utilise-t-on davantage le numérique ? Les élèves sont très souvent évalués tout au long de leur scolarité, mais les enseignants le sont rarement, comme les chefs d'établissement. Les bonnes pratiques ne sont jamais valorisées. Un exemple : les nouveaux rythmes scolaires. Une commission a été



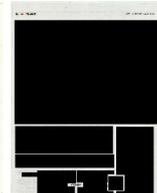
créée début 2013 pour suivre leur mise en place. Elle a fait quelques retours, indiquant qu'apparemment ça se passait bien. Mais il n'y a pas eu de communication montrant pourquoi, quelles écoles avaient particulièrement bien réussi à s'adapter afin que les recommandations servent aux autres.

Pensez-vous que les parents fassent un bon usage de ces indicateurs ?

Pour les familles qui veulent mettre leurs enfants dans les lycées les plus performants, cela a certainement un impact dans le choix des établissements et pousse au contournement de la carte scolaire. D'après moi, cela justifie d'investir dans une politique en faveur de l'éducation prioritaire afin, à terme, d'encourager les parents à laisser leurs enfants dans ces établissements-là.

Cela ne risque-t-il pas d'entretenir la course aux « bons » lycées ?

Bien sûr. Beaucoup de gouvernements choisissent d'ailleurs de ne pas publier les évaluations et de les garder pour servir à des décisions politiques. Mais la question est surtout de savoir ce que l'on en fait après. Ces résultats doivent être utilisés



dans l'idée de réduire les écarts entre les lycées, d'ajouter des moyens à certains, d'améliorer leur organisation. Les pays qui réussissent le mieux dans l'étude du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (Pisa) et où les inégalités sociales pèsent le moins – le Canada, l'Australie, la Belgique flamande, la Finlande... – partagent tous une culture de l'évaluation, non pas pour sanctionner, mais pour progresser. Les palmarès n'en sont qu'un aspect. On évalue aussi, par exemple, la progression des élèves entre le début et la fin de l'année, c'est beaucoup plus individualisé.

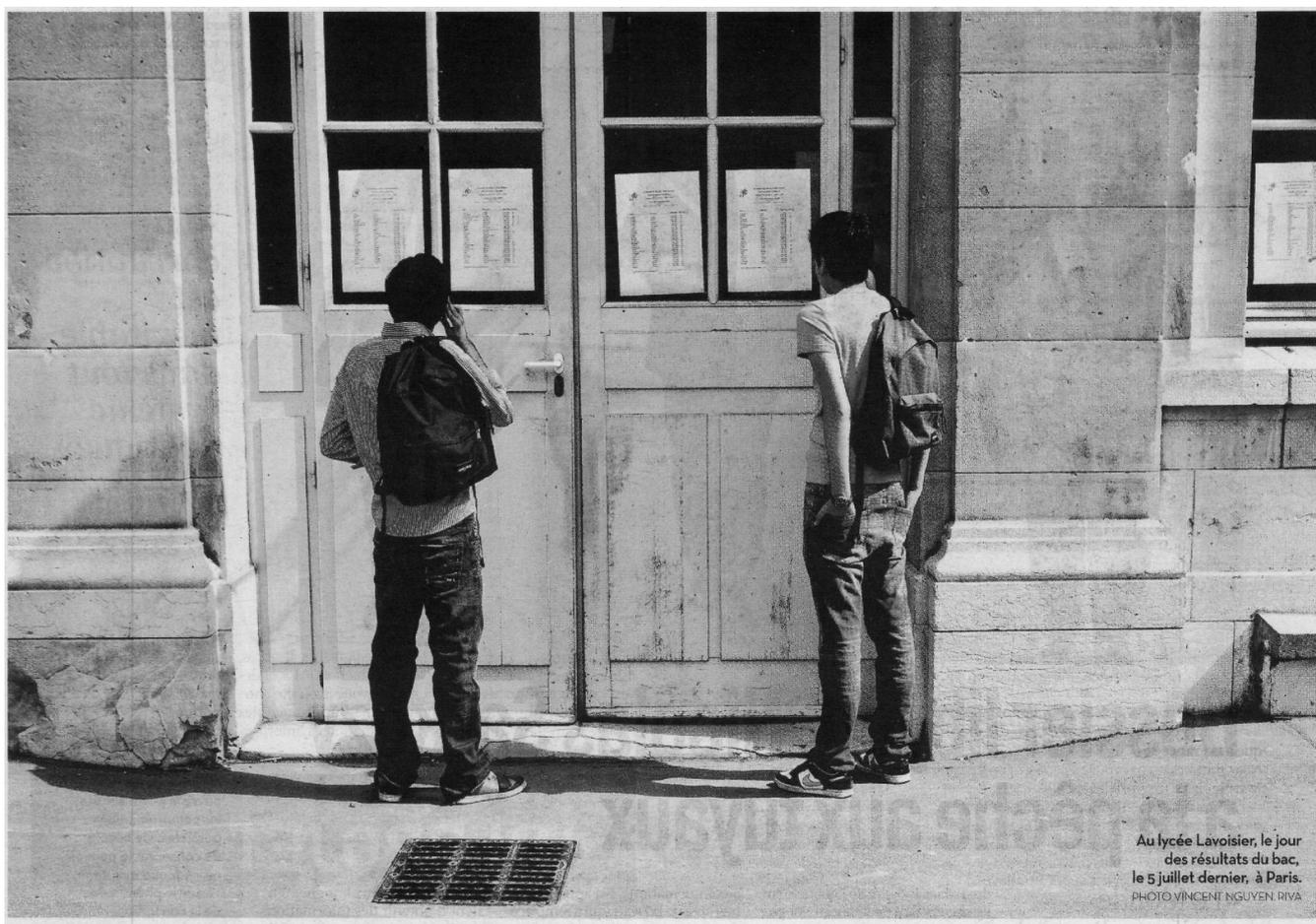
La hiérarchie des établissements, qui a eu tendance à s'aggraver ces dernières années, est-elle spécifique à la France ?

Nous sommes un pays où la sélection s'opère dans le secondaire (parfois dès le collège avec le choix des langues), surtout aujourd'hui, avec le choix des filières très hiérarchisées. L'établissement compte beaucoup pour l'accès aux grandes écoles et aux formations les plus prestigieuses. Quelques lycées d'élite y préparent déjà leurs élèves. Dans les pays nordiques ou encore en Espagne, la sélection s'opère plutôt à l'entrée de l'université et elle peut être très poussée. Les lycées sont moins hiérarchisés, les notes au bac comptent moins dans la poursuite des études. Dans d'autres pays, comme au Japon, les lycées sont encore plus hiérarchisés qu'en France, avec une sélection forte dès l'entrée.

Cette hiérarchie des lycées est-elle un problème ?

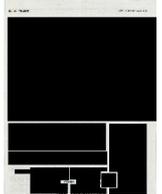
Pas forcément. Le problème de la France, ce n'est pas tant les inégalités scolaires. C'est plutôt le fait que dans les lycées qui réussissent bien, on trouve surtout des enfants de milieux sociaux favorisés. C'est pourquoi j'ai parlé d'un palmarès des inégalités. Si l'on établissait une corrélation entre la proportion d'élèves aisés et les taux de réussite, elle serait très forte. Davantage que la hiérarchie, le problème est donc l'égalité des chances. L'an dernier, on a vu que les établissements privés s'en sortaient bien. Comment l'expliquer ? Dans la plupart des pays de l'OCDE, on constate que lorsque l'on est scolarisé dans le privé, avec une sélection à l'entrée, on réussit mieux que dans le public.

Par contre, si l'on retire l'effet du milieu socio-économique – le fait que le privé scolarise proportionnellement davantage d'enfants aisés –, ainsi que celui des ressources supplémentaires – plus de matériel informatique, moins de pénurie de remplaçants, etc. –, on s'aperçoit que l'avantage n'existe plus. Donc ce n'est pas la qualité des professeurs qui est meilleure, mais les conditions d'enseignement. Dès qu'il y a une sélection, cela nécessite un contrôle afin de maintenir une forme d'égalité. Le problème est d'avoir des établissements qui sélectionnent et d'autres non, ce que l'on retrouve aussi dans le supérieur en France. ◀



Au lycée Lavoisier, le jour des résultats du bac, le 5 juillet dernier, à Paris. PHOTO VINCENT NGUYEN, RIVA





JAMES ELLROY



YANN RABANIER

«Lisez!»

«Un ou deux soirs par semaine, faites plaisir à l'oncle Ellroy : lâchez vos ordinateurs, vos tablettes, et lisez!»

REPÈRES

L'enseignement privé, à plus de 90% sous contrat avec l'Etat, qui paie les profs, accueille 14% des élèves de primaire et 21% de secondaire. A peine 40% sont issus de milieux moins favorisés.

36

C'était le nombre de lycées, dans le classement 2013, ayant une «valeur ajoutée» de 10 points supérieure à celle attendue, amenant au bac des élèves qui avaient peu de chances au départ.

87%

C'est le taux de réussite au bac 2013. 92% dans la voie générale, 87% en technologique et 79% en professionnel. La proportion de bacheliers dans une génération atteint 73,7%.